
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 67

Bill No. 67

Loi modifiant la Loi du ministère du
revenu et la Loi de l'impôt sur la vente
en détail

An Act to amend the Revenue Depart-
ment Act and the Retail Sales Tax Act

Première lecture

First reading

M. HARVEY (Jonquière)

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

1994

Projet de loi n° 67

Loi modifiant la Loi du ministère du revenu et la Loi de l'impôt sur la vente en détail

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre 22) est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par ce qui suit:

« *a*) « loi fiscale »: la présente loi, la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 67), la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes (Statuts refondus, 1964, chapitre 66) ou toute loi imposant des droits et dont l'administration est confiée au ministre; ».

2. L'article 9 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la sixième ligne, des mots « de la présente loi » par les mots « d'une loi fiscale ».

3. L'article 15 de ladite loi est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne du premier alinéa, après le mot « doit », de ce qui suit: « ou qu'il aura à payer à ce dernier ».

4. L'article 25 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Lorsqu'une personne tenue de déduire, de retenir ou de percevoir un montant en vertu d'une loi fiscale ou des règlements

Bill No. 67

An Act to amend the Revenue Department Act and the Retail Sales Tax Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Revenue Department Act (1972, chapter 22) is amended by replacing paragraph *a* by the following:

“(a) “fiscal law”: this act, the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages (Revised Statutes, 1964, chapter 67), the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers (Revised Statutes, 1964, chapter 66) or any act imposing duties, the administration of which is entrusted to the Minister;”.

2. Section 9 of the said act is amended by replacing the words “this act” in the seventh line by the words “a fiscal law”.

3. Section 15 of the said act is amended by adding after the word “owes”, in the last line of the first paragraph, the following: “or that he will have to pay to the latter”.

4. Section 25 of the said act is amended by adding the following paragraph:

“Where a person bound to deduct, withhold or collect an amount by virtue of a fiscal law or regulations made by

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 établit que la Loi favorisant le développement industriel et la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes sont des lois fiscales.

L'article 2 rend l'article 9 applicable à toute loi fiscale.

L'article 3 introduit une disposition similaire à celle de l'article 625 du Code de procédure civile.

L'article 4 autorise le ministre du revenu à émettre un certificat constatant l'absence de pièces justificatives nécessaires à une vérification et faisant état du montant cotisé.

L'article 5 prévoit des pénalités dans le cas d'une personne qui omet de déduire, de retenir ou de percevoir des droits aux termes d'une loi fiscale.

L'article 6 corrige des références.

L'article 7 corrige une incongruité.

L'article 8 prévoit des dispositions spéciales à l'égard de l'émission de cotisations en vertu de certaines lois fiscales.

L'article 9 permet au lieutenant-gouverneur en conseil de faire des règlements pour exonérer certaines personnes de droits prévus par une loi fiscale afin de donner effet à des accords d'ordre fiscal.

L'article 10 exclut de l'application de la Loi de l'impôt sur la vente en détail les ventes au gouvernement du Canada, au gouvernement du Québec, à un organisme dont les actions, le capital ou les biens sont possédés dans une proportion d'au moins 90 pour cent par le gouvernement du Québec ou à une corporation dont tout le capital-actions émis, sauf les actions de qualification, appartient à un tel organisme.

EXPLANATORY NOTES

Section 1 establishes that the Act to promote industrial development and the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers are fiscal laws.

Section 2 makes section 9 applicable to any fiscal law.

Section 3 introduces a provision similar to that of article 625 of the Code of Civil Procedure.

Section 4 authorizes the Minister of Revenue to issue a certificate ascertaining the absence of vouchers necessary to a verification and mentioning the amount assessed.

Section 5 provides for penalties against a person who omits to deduct, withhold or collect duties under a fiscal law.

Section 6 corrects references.

Section 7 corrects an inconsistency.

Section 8 provides special provisions regarding the issue of assessments under certain fiscal laws.

Section 9 enables the Lieutenant-Governor in Council to make regulations to exempt certain persons from duties provided by a fiscal law, to give effect to fiscal agreements.

Section 10 excludes from the application of the Retail Sales Tax Act sales to the Government of Canada, to the Government of Québec, to a body of which 90 per cent or more of the shares, capital stock or property is owned by the Government of Québec or to a corporation of which the entire issued capital-stock, except qualifying shares, belongs to such a body.

adoptés en vertu d'une telle loi a omis de tenir en la manière prescrite les registres et livres de comptes visés au paragraphe 1 de l'article 34 ou de conserver ces registres et livres de comptes ainsi que les factures et toutes autres pièces justificatives nécessaires à la vérification des renseignements contenues dans ces registres et livres de comptes conformément à l'article 37, ou est incapable ou refuse de fournir ces registres, livres de comptes et pièces justificatives à une personne autorisée par le ministre à les examiner et vérifier, le ministre peut émettre un certificat constatant cette omission ou cette incapacité ou ce refus et faisant état du montant cotisé; ce certificat fait alors preuve du montant cotisé, à moins que la personne n'établisse, par une preuve documentaire, le montant exact qui aurait dû être cotisé.»

5. L'article 61 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **61.** Toute personne qui n'a pas observé ou a enfreint les dispositions des articles 20, 34 à 39 ou 43, ou celles de l'article 745 de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23), des articles 56 et 60 du Régime de rentes du Québec (1965, 1^{re} session, chapitre 24) ou de l'article 66 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, chapitre 37) en autant qu'il rend applicable l'article 745 de la Loi sur les impôts, commet une infraction et, outre toute pénalité prévue par toute autre disposition de la présente loi, est passible d'une amende d'au moins \$200 dollars et d'au plus \$10,000 dollars ou, à la fois, de telle amende et d'un emprisonnement d'au plus six mois. »

6. L'article 64 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement, dans la sixième ligne, des mot et chiffre « à 774 » par les mot et chiffre « et 773 »;

b) par le remplacement des douzième, treizième et quatorzième lignes par ce qui suit: « l'article 52 de la Loi de la taxe sur les carburants (1972, chapitre 30) ou l'article 5b de la Loi de la taxe sur ».

virtue of such a law has omitted to keep in prescribed manner the registers and books of account envisaged in subsection 1 of section 34 or to keep such registers and books of account, as well as the invoices and any other vouchers necessary to verify the information contained in such registers and books of account in accordance with section 37, or is unable or refuses to produce such registers, books of account and vouchers to a person authorized by the Minister to examine and audit them, the Minister may issue a certificate ascertaining such omission, inability or refusal, mentioning the amount assessed; such certificate shall then make proof of the amount assessed, unless the person establishes, by documentary proof, the exact amount that should have been assessed."

5. Section 61 of the said act is replaced by the following:

“**61.** Every person who has not complied with or has contravened the provisions of sections 20, 34 to 39 or 43, or those of section 745 of the Taxation Act (1972, chapter 23), sections 56 and 60 of the Québec Pension Plan (1965, 1st session, chapter 24), or section 66 of the Health Insurance Act (1970, chapter 37) to the extent that it renders section 745 of the Taxation Act applicable, is guilty of an offence and, in addition to any penalty provided by any other provision of this act, is liable to a fine of not less than \$200 nor more than \$10,000, or both the fine and imprisonment for a term not exceeding six months.”

6. Section 64 of the said act is amended:

(a) by replacing the word and figure “to 774” in the fifth line by the word and figure “and 773”;

(b) by replacing the words and figures “10 of the Gasoline Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 74)” in the tenth, eleventh and twelfth lines by the following: “52 of the Fuel Tax Act (1972, chapter 30)”.

7. L'article 94 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la douzième ligne de la version française du premier alinéa, des mots « avec des positions » par les mots « aux dispositions ».

8. L'article 95 de ladite loi est modifié:

a) par l'insertion, dans la cinquième ligne, après le mot « aux » des mots « oppositions et »;

b) par l'addition de l'alinéa suivant:

« Toutefois, le ministre peut déterminer ou déterminer de nouveau le montant des droits, intérêts et pénalités en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1964, chapitre 71), de la Loi de l'impôt sur le tabac (Statuts refondus, 1964, chapitre 72), de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie (Statuts refondus, 1964, chapitre 73), de la Loi des licences (Statuts refondus, 1964, chapitre 79), de la Loi de la taxe sur les télécommunications (1965, 1^{re} session, chapitre 28) et de la Loi de la taxe sur les carburants (1972, chapitre 30) et faire une cotisation ou une nouvelle cotisation, selon le cas:

a) dans les quatre ans qui suivent la date à laquelle les droits auraient dû être payés ou remis; ou

b) en tout temps, s'il y a eu fausse représentation des faits par incurie ou par omission volontaire ou si une fraude a été commise lorsqu'un compte a été rendu, une déclaration ou un rapport a été produit ou un renseignement a été fourni en vertu desdites lois ou de la présente loi, ou si aucun compte n'a été rendu, aucune déclaration ou rapport n'a été produit ou aucun renseignement n'a été fourni en vertu desdites lois ou de la présente loi.

Sans restreindre la portée du deuxième alinéa, le ministre peut également déterminer de nouveau le montant des droits, intérêts et pénalités en vertu desdites lois et faire une nouvelle cotisation dans les douze mois qui suivent le jour du dépôt à la poste d'un avis de première cotisation ou, d'un avis de nouvelle cotisation, selon le cas. »

9. L'article suivant est inséré après l'article 95 de ladite loi:

7. Section 94 of the said act is amended by replacing the words "avec des positions" in the twelfth line of the French version of the first paragraph by the words "aux dispositions".

8. Section 95 of the said act is amended:

(a) by inserting the words "objections and" before the word "appeals" in the fourth line;

(b) by adding the following paragraph:

"However, the Minister may determine or redetermine the amount of duties, interest and penalties under the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 71), the Tobacco Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 72), the Meals and Hotels Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 73), the Licenses Act (Revised Statutes, 1964, chapter 79), the Telecommunications Tax Act (1965, 1st session, chapter 28) and the Fuel Tax Act (1972, chapter 30) and assess or reassess, as the case may be:

(a) within four years following the date on which the duties should have been paid or remitted; or

(b) at any time, if the facts have been falsely represented through carelessness or voluntary omission or if fraud has been committed in rendering an account, filing a declaration or report or supplying information under the said acts or this act, or if no account has been rendered, no declaration or report has been filed or no information has been supplied under the said acts or this act.

Without restricting the scope of the second paragraph, the Minister may also redetermine the amount of duties, interest and penalties under the said acts and reassess within the twelve months following the date of mailing of a notice of first assessment, or of a notice of reassessment, as the case may be."

9. The following section is inserted after section 95 of the said act:

« **95a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour donner effet à tout accord conclu aux termes de l'article 9 et pour exonérer des droits prévus par une loi fiscale, aux conditions qu'il prescrit,

a) les fonctionnaires ou les préposés du gouvernement d'un pays autre que le Canada, ainsi que les membres de leur famille et de leur personnel;

b) les organismes internationaux prescrits et leurs dirigeants; et

c) les représentants officiels des pays autres que le Canada au sein des organismes internationaux prescrits. »

10. L'article 15 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1964, chapitre 71), modifié par l'article 6 du chapitre 31 des lois de 1968, l'article 27 du chapitre 15 des lois de 1970, l'article 1 du chapitre 22 des lois de 1970 et l'article 170 du chapitre 17 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *o* par le suivant:

« *o)* Aux ventes au gouvernement du Canada, au gouvernement du Québec, à un organisme dont les actions, le capital ou les biens sont possédés dans une proportion d'au moins 90 pour cent par le gouvernement du Québec ou à une corporation dont tout le capital-actions émis, sauf les actions de qualification, appartient à un tel organisme; ».

11. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

“**95a.** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to give effect to any agreement entered into under section 9 and to exempt from the duties provided for by a fiscal law, under the conditions which he prescribes,

(a) functionaries or agents of the government of a country other than Canada, and the members of their families or personnel;

(b) designated international bodies and their head officers; and

(c) official representatives of countries other than Canada on designated international bodies.”

10. Section 15 of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 71), amended by section 6 of chapter 31 of the statutes of 1968, section 27 of chapter 15 of the statutes of 1970, section 1 of chapter 22 of the statutes of 1970 and section 170 of chapter 17 of the statutes of 1973, is again amended by replacing paragraph *o* by the following:

“(o) Sales to the Government of Canada, to the Government of Québec, to a body of which 90 per cent or more of the shares, capital stock or property is owned by the Government of Québec, or to a corporation of which the entire issued capital-stock, except qualifying shares, belongs to such a body;”.

11. This act shall come into force on the day of its sanction.